Été 2020 / Angle d'Attac 92 / n° 117

Éditorial

Futur désirable. Que de bouleversements depuis le numéro 116 ! Le corona virus est passé par là et l'heure est aux urgences sanitaires et sociales, ainsi qu'à la satisfaction des besoins essentiels de la population, dans le respect des droits démocratiques. Après le confinement, le « déconfinement progressif » reste incertain dans ses effets comme dans son efficacité. Y aura-t-il un vaccin, des traitements ? Mystère. Ce qui est certain en revanche, c'est que l'expérience de la maladie et du confinement, les besoins hospitaliers et le traitement de cette période par les élites ont déclenché réflexions et prises de conscience. Le choc fut rude pour tous et toutes. À nous de nous appuyer sur cette récente expérience pour construire un futur crédible, désirable et réalisable dans un avenir où changement climatique, raréfaction de la diversité et de la disponibilité des ressources naturelles, pandémies à répétition risquent d'enrayer de nouveau la machine.

Alternatives au capitalisme. Changeons donc la machine ! Changeons donc le système ! Depuis plusieurs mois, des organisations syndicales et associatives – Attac est partie prenante bien sûr ! – convergent pour construire des réponses aux urgences sociales et écologiques. Face à la crise sanitaire, un front élargi et inédit a initié une tribune, puis une pétition et un appel aux mobilisations du 1er mai. Notre *Plus jamais ça* du 18 mars se concrétise par un Plan de sortie de crise : 34 mesures de court et de long terme, précises et le plus souvent chiffrées (lire ci-contre), à soumettre au débat public et à compléter. La démarche démontre, par son pragmatisme et son ancrage dans le réel, qu'il y a des alternatives au capitalisme néolibéral, productiviste et autoritaire.

La volonté politique et les moyens financiers doivent enfin être mis au service des objectifs de transformation sociale et de préservation de l'environnement, hors des désidératas des lobbies. La troisième loi de finances rectificative pour 2020 qui sera adoptée au mois de juin doit tourner le dos aux plans d'austérité et à de nouvelles régressions sociales. À nous d'amener les gens à se saisir de ce moment pour exiger que des enseignements en soient tirés.

Adhérez et faites adhérer et exigeons ensemble des transformations radicales ! En ligne https://france.attac.org/ ou à l'aide du bulletin que vous trouverez en page 14. Bonne lecture !

Sommaire

Moi, président 2
Une révolution écologique et sociale : un fil rouge à construire ensemble ! 4
L'AMAP est un système de production parmi les plus efficaces 6
Capitalisme financier vs fabrication de masques français (Plaintel) 8
D'où viennent les coronavirus ? Contre les pandémies, l'écologie 9
Covid-19 : les braderies restent ouvertes 10
Le nouveau conseil d'administration élu le 1er février 2020 13
Organisation d'Attac 92 et bulletin d'adhésion 14

Plan de sortie de crise

Plus de grands mots, de déclarations d'intention, de formulations creuses. La population a besoin des grands systèmes collectifs mis en place dans le cadre de l'État social tels que la protection sociale et les services publics. Le système bancaire et financier et la fiscalité doivent être refondées pour un autre partage des richesses et la transition écologique. La reconversion sociale et écologique de la production agricole, industrielle et de services doit être l'occasion d'une relocalisation des activités, et de mesures fortes de solidarité européenne et internationale.

Le plan de sortie de crise proposé s'articule autour de quatre objectifs majeurs : la garantie pour toutes et tous de mesures de protection et de prévention en posant les conditions pour un déconfinement assurant la sécurité sanitaire, la démocratie et les droits fondamentaux ; du travail pour toutes et tous en réponse à la crise sociale ; la reprise du contrôle sur le monde de la finance et la dette publique grâce à l'argent magique qui existe bel et bien si on va le chercher au bon endroit ; l'accompagnement durable de la reconversion, notamment écologique et sociale des activités.

Changer en profondeur le monde est l'affaire de toutes et tous. Prenons la main, ensemble !

https://frama.link/TA__AUU6

Angle d'Attac 92, c/ N. Levray, directrice de la publication, 20 rue des groux 92140 Clamart. Resp. de la publication : Jean-Louis Michniak (attac92@attac.org)

Un président stratège : moi, président

Que ferait un président d'une république, plus intéressé par son intérêt personnel que par « l'intérêt général », expression utilisée par les doux rêveurs de la Révolution française ? Le texte qui suit a été imaginé pour répondre à cette question. Le président de la République Démocratique d'un pays non défini, peut-être lointain, dévoile sa stratégie. Ce récit est une œuvre de pure fiction. Toute ressemblance avec des situations réelles ou avec des personnes existantes ou ayant existé ne saurait être que fortuite et involontaire. Quoi que…

Et voilà, j'ai été élu ! Je suis le président de la République, ce n'est pas un rêve d'enfant, c'est la réalité. Moi, président … il va falloir me mettre au travail et sérieusement penser à mon avenir. Je vais flatter et privilégier les puissants car ils le resteront, alors que moi, la présidence, ça ne va pas durer. Il faut que je pense à la suite.

Napoléon III

et

*Haïlé Sélassié Ier*

Promesses et assurances

Que faut-il que je fasse ? Tout d'abord oublier les promesses. C'était pour être élu, maintenant plus aucun intérêt. Ce sera facile parce que j'avais prévu le coup : lors de la campagne j'avais fait des promesses, bien sûr, mais en restant suffisamment vague pour pouvoir les nier ou les dénaturer une fois élu. Ça fera un petit exercice de rhétorique pour mon expert en communication. Non, ce qui est difficile, c'est d'obtenir des assurances pour l'après-mandat. Garantir un retour d'ascenseur de la part de ceux que je vais privilégier. Gare aux promesses qui peuvent ne pas être tenues - j'en sais quelque chose. Ils vont m'oublier lorsque j'aurai fait le boulot et que je ne serai plus président. Les puissants sont aussi ingrats que les autres. Ce qu'il faut, c'est obtenir ce dont j'ai besoin pendant le mandat, il y a des moyens pour que ça ne se voit pas trop, il ne faudrait pas qu'on m'accuse de corruption, quelle horreur ! Dans un premier temps, ce qu'il faut c'est les rassurer en leur montrant que je ne les ai pas bernés : je vais rapidement mettre en place quelques lois qu'ils m'ont demandées.

Coup d'état ? Non, réformes !

L'avantage est que je n'ai pas besoin d'y réfléchir, ils l'ont fait pour moi. Mais encore avant, il faut que je m'en donne les moyens, car leurs exigences ne sont pas très populaires. Il faut en premier que je renforce mon pouvoir pour aller vite. Je vais le justifier par la lenteur des procédures normales, l'incurie des instances démocratiques, le manque de discernement du peuple, l'imminence de la crise, etc. On va m'accuser d'autoritarisme, oui, et alors ? Si je veux aller vite dans les réformes, il faut ce qu'il faut. Et aller vite c'est crucial pour paraître efficace, pour ne pas que l'opposition s'organise, pour arrêter les critiques sur une loi en passant à la suivante. L'efficacité c'est le rouleau compresseur turbo. Et puis je ne cherche pas à briguer un second mandat, être réélu serait même le signe que j'aurais pu en faire plus dans l'impopulaire. La priorité est donc d'adapter la loi pour qu'elle m'autorise tout ce que je veux au prétexte de l'efficacité. Contre le terrorisme, contre les épidémies, contre la dérive climatique, peu importe contre quoi. L'autre solution pour faire passer les réformes que je veux au rythme que je veux, ce serait de recourir à un coup d'état, comme syndrome Napoléon III. Mais mieux vaut respecter la Constitution dans ce qu'elle a de meilleur, l'état d'urgence, les pouvoirs exceptionnels, la gestion de crise, la défense de la patrie. De nos jours les dictatures sont mal acceptées et on risquerait de me lâcher : il ne faut pas que je m'emballe, il faut que je garde en tête que, quelle que soit la forme de pouvoir politique, elle dure rarement toute la vie. Même le Roi des Rois s'est fait →

→ détrôner. Ce qui est important c'est de se servir de la période de pouvoir politique pour accéder au pouvoir de l'argent, celui-là est pérenne et même transmissible, c'est historiquement prouvé.

Communication

Après l'augmentation de mon pouvoir, l'important c'est de communiquer, pour convaincre ou au moins faire hésiter les détracteurs. Je dois présenter ma soumission à ceux qui détiennent le pouvoir - une faiblesse assumée mais inavouable - en fermeté face aux opposants impuissants - une force sans effort. C'est une tâche ardue, mais j'ai des atouts. J'aurai la main sur les media sous réserve que les puissants qui les possèdent aient bien compris que je les sers vraiment et que je ne fais pas que leur dire. Ensuite, il suffit de leur laisser le monopole des media. Privés de tribune, les contre-pouvoirs vont tonitruer dans le vide et les media pourront aisément les ridiculiser. Des hargneux qui ne représentent personne, qu'on entend à peine. De mon côté, je m'attacherai à dire à tous ce qu'ils veulent entendre, mais sans prendre d'engagements. Le dire fièrement et fermement, communiquer du vide comme si c'était majeur, fusiller la caméra du regard en parlant des inconscients qui ne vont pas dans le bon sens, le regard brûlant lorsque j'évoque la patrie, l'air triste quand je parle des inévitables dégâts collatéraux … j'ai pris des cours de théâtre, je sais faire. Et je connais mes points faibles : j'ai parfois du mal à rester courtois avec les imbéciles, il ne faut pas en abuser, je dois juste marquer mon appartenance au club des winners, dévaloriser les gueux sans montrer que je les méprise. Un moyen discret est d'afficher mon érudition, de citer mes classiques pour donner un sentiment d'infériorité à ceux qui n'ont pas été autant à l'école. Mais il me faudra aussi parler le langage des maîtres, cette forme indigente et convenue de l'anglais, c'est la mode, ça fait dynamique, ça plaît aux managers. Je n'aime pas, je préfère le latin et le grec classiques. L'avantage du globish est d'être suffisamment imprécis pour que chacun y trouve ce qu'il espère y trouver. Le français, j'adore. Je peux présenter les contraintes comme des libertés. Ah ! Le peuple aime tellement la liberté qu'il serait ravi de la liberté de s'exprimer dans un carcan. À force de répétition, je peux changer le sens des mots pour imposer mes idées. Mais il faudra quand même faire appel à des spécialistes de la communication pour former mon équipe et ensuite pour surveiller tout ce que nous disons, parce que certains propos révélateurs nous échappent parfois. Il est primordial que toute l'équipe ait un discours consistant, les mêmes mots au même moment pour éviter tout raté (les initiatives et les bonnes volontés sont toujours sources de problèmes), inutile de finasser, si tous mes collaborateurs ânonnent mes mots, ce sont eux qui passent pour des imbéciles, pas moi. Je corrige, il ne faut pas dire « collaborateurs » mais partisans, soutiens, élus, membres de mon parti, etc. Pour cela je dois piloter mes collaborateurs (et zut! Je récidive) comme des soldats en imposant une discipline stricte et en valorisant l'objectif commun pour que chacun lui sacrifie ses états d'âme et ses occasions de briller ; son intérêt personnel doit être de rester dans le groupe gagnant, le mien. Je vais valoriser tous les succès en interne et virer ceux qui divergent, les maladroits, les hésitants, en faisant bien attention à ne pas créer des martyrs qui deviendraient des concurrents. En particulier, j'ai prévu de changer de porte-parole assez souvent, leur rôle étant de dire des conneries, ils passent vite pour des menteurs. Ils le savent en prenant le poste : bien en vue mais fusible.

Et en même temps

Et puis les classiques : ne pas argumenter, mais raconter des histoires, affirmer mes choix comme des évidences avec un jeu d'acteur bien étudié pour transmettre ma conviction supposée. Éviter les tics comme ce vieux truc de la droite : « vous n'êtes pas sans savoir que … » qui ravale les éventuels contestataires au rang d'ignorants, ça a déjà trop servi, ça donne l'air méprisant. Pareil pour ce vieux truc des militants communistes : la preuve par la conclusion, le raisonnement circulaire. Maintenant les gens comprennent qu'on les prend pour des cons, pas tous, mais avec internet ça se diffuse. Ce qu'il me faut, c'est un truc personnel pour désamorcer les contradictions, une formule du genre « *et en même temps* », mais il faut que j'en trouve une autre, celle-là a déjà été utilisée en France au XXIe siècle.

Bruno Sébilet ◻

Construction du fil rouge Attac 2020-2022 pour une révolution écologique et sociale

En janvier, donc avant la crise du covid-19, le conseil d'administration d'ATTAC France a décidé de lancer une réflexion commune avec ses adhérent·es pour 2020 et 2021 en vue d'articuler les différentes orientations et chantiers prioritaires de l'association. Il s'agit de produire des réflexions de fond relatives à l'urgente transformation sociale et écologique à mener, qui seront traduites en propositions concrètes et portées dans le débat public par des campagnes avec des actions sous formes multiples : actions d'information et de sensibilisation, d'éducation populaire et de désobéissance civile.

Objectifs

Les quatre objectifs du projet sont les suivantes :

- Entamer un travail de fond sur la révolution écologique et sociale nécessaire, sujet clé de la séquence qui va jusque 2022 avec la construction d'un imaginaire positif et d'une stratégie pour la transformation sociale et écologique de nos sociétés.

- Incarner ce travail de fond sur le terrain, poursuivre le travail sur nos adversaires, les multinationales et les politiques néolibérales, de façon encore plus frontale.

- Renforcer notre capacité d'intervention au sein du mouvement Climat en portant un discours en positif autour des transformations écologiques et sociales nécessaires selon nos analyses, et, au-delà, en ciblant les responsables et en proposant des alternatives et les moyens de les imposer.

- Mobiliser l'ensemble de l'association autour de ce fil rouge, en faisant en sorte que celui-ci soit porté et décliné par les comités locaux et les espaces de travail.

Des réunions de réflexions et d'échanges ont déjà été proposées aux comités locaux. L'objectif initial a été élargi, dans le contexte de crise, en vue de préparer collectivement la suite après la pandémie (le jour d'après). C'est dès maintenant que cela se décide, pour preuve les projets qui s'initient sous des angles divers, tel le « *green new deal* » ou les revendications des « gilets jaunes. » Il ne s'agit pas de décider d'un plan pluriannuel, mais de chercher des orientations et une articulation climat-social qui permettront aux comités locaux d'inscrire leurs initiatives dans un cadre global cohérent.

Cinq membres d'ATTAC 92 y ont participé. En voici le résumé.

Convergence

La première réunion, le 28 mars 2020, a réuni 54 militant·es à distance avec zoom, ce qui a permis aux participant·es, après un cadrage de la réunion, de réfléchir en sous-groupes sur les trois sujets « qu'est-ce que la révolution économique et sociale », « comment en parler » et « en quoi l'épidémie rend ça plus urgent ». Chaque sous-groupe a présenté ensuite le résultat de ses travaux.

Il est ressorti de cette réunion une grande convergence des participant·es sur le fond, avec les idées principales suivantes :

- la pertinence et l'acuité des analyses d'Attac : ce qui arrive est largement lié à ce qu'Attac dénonce depuis plus de vingt ans. Ceci renforce son assise au sein du mouvement altermondialiste et son audience (comme le confirment les taux d'écoute des conférences, les connexions aux sites et comptes twitter, etc.) et conforte Attac dans son rôle fédérateur pour rassembler et pour soutenir les différents mouvements ;

- la crise sanitaire actuelle invalide l'argument « *there is no alternative* » qui a justifié et justifie encore les politiques libérales ;

- il faut moins de mondialisation en relocalisant les chaînes de production (agriculture, médicaments, etc.) et en redonnant du pouvoir à l'État sur les entreprises et en redéfinissant son échelle d'intervention ;

- le rôle et la force de l'État et des services publics sont nécessaires pour assurer les besoins essentiels de la population et pour absorber les effets des crises, tant économiques que sanitaires ;

→

→ - nos modes de production et consommation sont à changer et nos besoins à redéfinir ;

- les aides aux entreprises doivent être conditionnées pour que ce soit différent du monde d'avant.

Débat interne

Il y a eu aussi convergence sur les points qui méritent un débat en interne d'Attac, la décroissance, le revenu universel de base, le niveau démocratique des prises de décision, le municipalisme (c'est-à-dire le projet politique pour transformer la société par le bas, à partir des enjeux communaux et avec les habitant·es des communes) et la place de l'Etat, les biens communs.

Convergence aussi sur le besoin d'un vocabulaire commun pour renforcer l'impact de la communication. Des termes de base pour désigner la « révolution écologique et sociale » ont été discutés tels que « révolution » (adéquat, mais chargé d'histoire, peu porteur pour le public), « rupture » et « bifurcation » qui insistent aussi sur l'absence de continuité, ont été particulièrement soulignés ; « deal » ou « transition » laissent croire à une continuité avec ce qui précédait or il faut se différencier clairement du capitalisme vert ; « transition » est bien ressenti en grand public ; « *green new deal* » renvoie trop à une intervention étatique et ignore les actions décentralisées, à garder pour une part seulement ; on pourrait aussi reprendre les termes d'Emmanuel Macron : « disruption » ou « reprendre le contrôle ».

Liens vers des notes plus complètes

Actions

La seconde réunion a réuni le 11 avril 71 participants. Elle était organisée et s'est déroulée de façon analogue dans la forme, pour passer au concret.

Un premier travail en sous-groupes a consisté à définir collectivement les choses nous semblant les plus importantes à faire concrètement dans le cadre du fil rouge, et pouvant faire l'objet d'actions nationales coordonnées, d'actions locales (y compris en collaboration avec d'autres mouvements locaux) ou de diffusion d'idées et de savoirs.

Puis des sous-groupes traitant chacun d'un thème parmi :

- actions contre les multinationales,
- actions contre les accords de libre échange,
- actions locales qui peuvent nourrir le fil rouge,
- programme de diffusion d'idées et de savoirs : supports écrits, formations, etc.,
- animation de rendez-vous locaux de réflexion collective sur la révolution écologique et sociale.

De nombreuses pistes d'action ont été évoquées dont on trouvera le détail ici.

Ces pistes et ces réflexions s'inscrivent dans le champ des espaces de travail d'Attac existants, que nous sommes tous encouragés à rejoindre pour les creuser et les élargir, à savoir :

Banques et finance,
Enjeux et mobilisations internationales,
Écologie et société,
Libre-échange,
Travail, santé et protection sociale,
Alternatives,
Démocratie,
Genre,
Migrations,
Formation et éducation populaire,
Vie Interne,
AtTactic : l'espace-outil des outils.

On notera aussi l'idée de créer et favoriser des coalitions locales, sur la base de la tribune "Plus jamais ça", entre les déclinaisons locales des organisations signataires et au-delà, en lien avec la coalition nationale, et de dépasser de la sorte les clivages pouvant exister.

Voir plus de détails sur l'espace vie interne d'Attac.

Article collectif ◻

N'attendez plus pour adhérer, ou pour renouveler votre adhésion pour 2020 !

Si vous êtes assujetti à l'impôt sur le revenu, vous pourrez déduire 66 % de votre cotisation du montant de votre impôt.

Sachez que 30 % de votre cotisation est reversé à votre comité local (dans les Hauts de Seine, Attac 92), le solde permettant à Attac France de financer et articuler les campagnes nationales et internationales.

Les modalités figurent en dernière page.

Silvia Pérez-Vitoria : « **l'AMAP est un système de production parmi les plus efficaces** »

Silvia Pérez-Vitoria est une économiste et une sociologue. Journaliste spécialisée dans l'étude des mouvements alternatifs paysans et dans les questions agricoles, elle écrit des articles dans *Le Monde diplomatique* et dans *L'Écologiste*. Elle produit des films documentaires sur le mode de vie des paysans vivant dans diverses régions du monde (Espagne, France, Roumanie, Mexique, USA, Nicaragua, Erythrée, etc.). Un membre du conseil d'administration d'Attac 92 l'a rencontrée alors qu'elle était invitée à l'assemblée générale (AG) du Réseau des associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) d'Île-de-France le 7 mars 2020 à la Maison des acteurs du Paris durable dans le 4e arrondissement.

Exploitation en bio

Priorités

Proche d'associations comme le Mouvement des Sans-terre, créé au Brésil, et Via Campesina, coordination internationale d'organisations de paysans et de salariés agricoles fondée en 1993 pour la défense de ces catégories de travailleurs, pour l'accès à l'eau ressource essentielle, pour la lutte contre l'accaparement des terres, etc., Silvia Pérez-Vitoria se positionne en faveur d'un monde paysan fondé sur l'autosubsistance, contre l'agrochimie, la monoculture, les organismes génétiquement modifiés (OGM) et l'ultra-mécanisation de l'agriculture. Elle plaide pour une remise en question du productivisme et pour une agriculture durable ; elle rappelle qu'à l'échelle de la planète, ceux qui vivent de la terre constituent la moitié de la population totale. En France, les paysans représentent aujourd'hui moins de 3 % de la population active . . .

Insécurité alimentaire

Silvia Pérez-Vitoria alerte sur la réapparition en force de l'insécurité alimentaire ; elle indique que le système agroalimentaire dominant n'a pas pour but de nourrir la population, mais que sa fonction principale est d'assurer un débouché et de fournir des matières premières à l'industrie ! Elle s'interroge sur le modèle agricole considérant que c'est une question globale dans les sociétés dans lesquelles nous vivons.

Variétés de radis cultivés en maraîchage bio

Peut-on bloquer le processus de destruction des terres arables qui a lieu un peu partout ? Elle défend une agriculture paysanne « *nourricière* », tout en reconnaissant que les « *portes de sortie* » de l'agriculture industrielle sont difficiles à trouver ! Et pourtant, remarque-t-elle avec acuité, l'agriculture est la seule activité indispensable à la survie de l'Humain. Elle s'élève contre des faits graves tels que la tendance à la marchandisation généralisée de la nature ; la spoliation et la destruction des terres agricoles et la libéralisation grandissante des échanges agricoles.

→

Une agriculture au service de l'industrie

Dans son intervention pour l'AG du Réseau des AMAP d'Île-de-France, elle a rappelé en outre des faits essentiels. L'agriculture sert de débouchés à l'industrie chimique, depuis plus d'un siècle, et sa main d'œuvre a aussi constitué un vivier, un réservoir de « chair à canon » pour constituer les troupes de soldats durant les terribles conflits mondiaux du XXe siècle. Ainsi, lors de la Guerre de 1914-1918, les couches paysannes ont-elles « *payé un lourd tribut* » à la victoire finale. Ensuite, les industriels ont utilisé l'agriculture pour la reconversion de leurs stocks de produits chimiques, en production d'engrais au lendemain de cette gigantesque hécatombe.

Carotte biologique : drôle et goûtue

L'extractivisme industriel s'est développé en outre au détriment de la pêche et de l'agriculture. Par exemple, les exploitations de mines pour obtenir des métaux rares nécessaires à la fabrication des appareils modernes ont souvent entraîné, outre la pollution de l'environnement, des conditions de vie très dures pour les mineurs, le saccage du paysage, la destruction de terres arables ou de sites d'élevages d'animaux.

Vers la pratique généralisée biologique

Conséquence de la logique capitaliste, beaucoup de paysans ont perdu leur autonomie, en devenant dépendants du crédit bancaire et soumis à la pression de lobbies agro-industriels. Or, le droit à la terre est fondamental, il faut le souligner ! La lutte contre l'accaparement des terres est de première importance, tout comme la création de ceintures vivrières autour des grandes villes est la base d'une agriculture de proximité. Un des objectifs prioritaires est la transition de l'agriculture industrielle vers la pratique généralisée biologique. Le secteur primaire doit être davantage promu, car il y a des opportunités à saisir. L'agriculture doit attirer davantage de jeunes, les débouchés existent ; un changement commence à apparaître dans l'Éducation nationale ; les mentalités doivent évoluer dans ce sens.

L'AMAP est un système de production parmi les plus efficaces, en matière sociale, sanitaire, et de culture agricole proprement dite. Les Réseaux régionaux des AMAP ont un rôle central à jouer sur le plan de l'éducation populaire pour la sensibilisation de l'opinion à une autre dynamique agricole innovante et responsable écologiquement.

Transition sociale et écologique

La « menace » de la croissance démesurée urbaine est toujours là, surtout dans les mégapoles comme la Région francilienne, avec « *tout ce qui peut broyer des vies, mutiler des harmonies !* » La ceinture de béton n'est pas la solution, tout comme l'univers artificialisé ou l'entassement de la population. Pour Silvia Pérez-Vitoria comme pour ATTAC, plutôt que la surconsommation et le gaspillage, d'autres mondes sont possibles ! Vive la transition sociale et écologique !

Jean-Louis Michniak

À lire : Silvia Pérez-Vitoria a écrit de nombreux ouvrages. Trois, publiés aux éditions Actes Sud, peuvent compléter cet article :
- Les paysans sont de retour, 272 pages, 2005,
- La riposte des paysans, 292 pages, 2010,
- Manifeste pour un XXIe siècle paysan, 192 pages, 2015.

Capitalisme financier *vs* fabrication de masques français

ou la prévention sacrifiée sur l'autel des profits

En 2005, l'État prévoit une crise sanitaire telle que celle que nous vivons aujourd'hui. Il passe alors commande de masques à l'usine de Plaintel en Bretagne (Côtes d'Armor), laquelle en fabrique jusqu'à 220 millions par an pour garantir les stocks français en cas d'épidémie.

Mort programmée

Fin 2010, l'État interrompt brutalement ses commandes, le chiffre d'affaires chute et l'américain Honeywell rachète l'usine. Dès 2011, les plans de licenciements s'enchaînent. Honeywell touche les aides financières nationales pour l'investissement industriel, mais ne modernise pas le site. En 2018, le groupe délocalise en Tunisie. En septembre, toujours avec les aides de l'État, l'usine ferme ses portes et les machines sont détruites. Les 38 derniers salariés sont licenciés, ils étaient 300 en 2009, 140 en 2010.

Le masque FFP2 a cruellement fait défaut au personnel hospitalier

Pourtant, selon un audit financier réalisé en 2018, « *le motif économique du plan de licenciement collectif est infondé et la fermeture du site apparaît relever de motifs financiers et stratégiques bien plus qu'économiques* ». L'audit conclut que l'activité est rentable économiquement mais qu'elle ne peut supporter les dividendes record versés par Honeywell aux actionnaires en 2017.

Résurrection coopérative ?

Aujourd'hui, à l'initiative du syndicat Solidaires, d'anciens salariés de l'usine, les collectivités territoriales et un ancien directeur tentent de reprendre l'activité et demandent une aide de l'État pour reconstruire l'entreprise sous forme de coopérative. Après avoir fait la sourde oreille, l'exécutif ne serait apparemment plus contre depuis le 22 avril 2020, Emmanuel Macron ayant estimé que « *la solution costarmoricaine est une très bonne nouvelle* ». C'est flou et timide, il va falloir passer au concret.

D'autant qu'à la faveur de la crise sanitaire et depuis l'émergence d'une solution coopérative, l'opportunisme capitaliste revient sur le devant de la scène. Le journal *Les Échos* rapporte sur son site, le 5 mai, « *un projet d'installation de 5 lignes de production* » par le groupe Agromousquetaires (Intermarché) à Ploërmel et l'ouverture à Ploufragan, près de Saint-Brieuc, d'une usine par « *l'homme d'affaires suisse Abdallah Chatila, président de M3 Groupe basé à Genève* ». Des investisseurs qui n'hésiteront pas à s'installer là où produire moins cher est possible quand le triptyque profitabilité – rentabilité – réduction des dépenses publiques aura repris du poil de la bête !

Marie-Christine Lafosse

Masque de protection contre le Covid-19, fabrication maison

Sources :

- https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/enquete-franceinfo-comment-la-france-a-sacrifie-sa-principale-usine-de-masques-basee-en-bretagne_3896665.html
- http://amitie-entre-les-peuples.org/CAPITALISME-HONEYWELL-et-PRODUCTION-de-MASQUES-en-Bretagne
- https://rapportsdeforce.fr/classes-en-lutte/plaintel-timide-feu-vert-de-letat-au-projet-de-cooperative-de-fabrication-de-masques-04256925
- https://www.lesechos.fr/pme-regions/bretagne/second-projet-dusine-de-masques-pres-de-saint-brieuc-1200566

D'où viennent les coronavirus ?
Contre les pandémies, l'écologie

Au nom des difficultés économiques engendrées par l'actuelle crise sanitaire, l'organisation patronale Medef a demandé le report des mesures destinées à tenir les engagements écologiques de l'accord de Paris. Mais, outre le fait que ce serait une nouvelle fois sacrifier le long terme pour le court terme, ce serait contre-productif. En effet, l'existence de cette pandémie est liée à l'évolution de notre société ; c'est en priorisant maintenant le souci de l'écologie que l'on va réduire les occurrences des crises sanitaires futures. Pour éviter le maintien des mesures liberticides mises en place à l'occasion de la pandémie de Covid-19 et limiter le nombre des futures pandémies, il faut penser écologie, dès maintenant.

Origine

L'origine du Covid-19 est encore incertaine, pangolin, chauve souris ou autre animal sauvage, mais on sait que notre vulnérabilité croissante aux pandémies est liée à la destruction de leurs habitats. Depuis 1940, de nombreux microbes (VIH, Ebola, Zika, etc.) sont apparus, une forte proportion d'entre eux vient des animaux sauvages. Ce ne sont pas les microbes qui sont nouveaux, c'est leur transmission et leur adaptation à l'homme.

La déforestation, l'urbanisation et la destruction des habitats entraînent des contacts répétés entre les animaux sauvages et l'homme. Pour exemple, le virus Ebola vient des chauves souris. Elles ont été chassées des forêts détruites et sont venues dans nos arbres, mordant les fruits que nous mangeons ensuite. La répétition des contacts a entraîné une adaptation du microbe à nos organismes où ils ne sont plus anodins. Il en est de même pour les maladies transmises par les moustiques, la déforestation favorise le ruissellement et les flaques. Les moustiques, vecteurs d'agents pathogènes, sont deux fois plus nombreux dans les zones déboisées que dans les zones intactes.

Transmission

Les marchés où sont entassés animaux sauvages et animaux d'élevage sont propices à la transmission vers ces derniers ; ceci est avéré dans le cas du SRAS. La promiscuité dans les élevages industriels et dans les abattoirs favorise la propagation et l'évolution des virus ; dans le cas de la grippe aviaire H5N1 le processus a pu être reproduit en laboratoire. Dans les élevages industriels, les déjections trop nombreuses sont stockées, ce qui favorise la bactérie Escherichia coli. Elle contamine 90 000 Américains par an en infectant les eaux potables.

La transmission d'agents pathogènes des animaux à l'homme date du début de l'élevage au néolithique. La rougeole et la tuberculose proviennent de la vache, la coqueluche du cochon, la grippe du canard. Cette transmission n'est pas nouvelle, mais elle s'accélère. La colonisation nous a déjà apporté le VIH du macaque et le choléra des eaux saumâtres.

Lutte

Des actions ont été entreprises : le mouvement One Health s'efforce de protéger les habitats ; le projet Predict surveillait les milieux à risques, il a ainsi découvert 900 virus inconnus dont certains proches du SRAS, mais ce projet a été arrêté en 2019 sur décision de Donald Trump.

Comme l'a déclaré l'épidémiologiste Larry Brilliant, « *les émergences de virus sont inévitables, pas les épidémies.* » Toutefois, nous ne serons épargnés par ces dernières qu'à condition de mettre autant de détermination à changer de politique que nous en avons mis à perturber la nature et la vie animale.

Bruno Sébilet ◻

Source : Sonia Shah, le *Monde Diplomatique*, mars 2020 « D'où viennent les coronavirus ? Contre les pandémies, l'écologie »

Covid-19 : les braderies restent ouvertes !

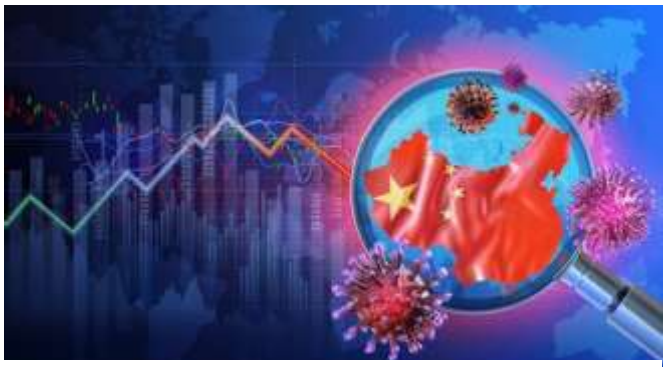
Ou comment continuer à faire du cash avec les entreprises quand personnes et institutions sont sidérées

La société BT Services, société de services informatiques filiale du groupe britannique BT côté en bourse, entend céder environ 700 de ses 800 salarié·e·s à la société Computa Center, autre société de services. Jusque-là, rien que de très habituel sous le peu de soleil libéral que nous offrent ordinairement les actionnaires. Cependant, deux particularités caractérisent cette vente. Tout d'abord, celle-ci se fera pour un euro, donc à un prix symbolique. Un prix d'autant plus symbolique que, parallèlement, une somme de 22 millions d'euros va être transférée à Computa Center par BT Services, ce qui a pour conséquence de rendre le prix de cession extrêmement négatif ; en clair, BT Services donne de l'argent à son acheteur pour se débarrasser de ce fonds de commerce. Ensuite, et surtout, parce que la direction a décidé unilatéralement que, dans le cadre de cette cession, les procédures d'informations - consultations des représentant·e·s du personnel s'effectueraient en plein confinement et malgré cette période.

22 millions d'euros donnés à « l'acheteur » pour qu'il acquiert une société

Un choix lourd de conséquences

Bien évidemment, les organisations syndicales - au début toutes, puis seulement Solidaires et la CGT - ont demandé à ce que ces opérations de consultation soient reportées après le confinement, entre autres parce que l'entreprise est majoritairement en télétravail. Cependant, la



Coronavirus : la Bourse ou la vie ?

direction n'entend pas du tout suspendre son projet et, comme il faut légalement deux mois pour que les instances représentatives du personnel (IRP) soient amenées à donner un avis motivé *via* leur Comité Social et Économique (CSE), voici les conséquences du choix forcené de la direction de l'entreprise :

- toutes les réunions (30 à 40 personnes à chaque fois) se font et se feront par visioconférences, au cours desquelles il est recommandé par la direction de couper son micro pour que la transmission soit meilleure, et tant pis pour les syndicalistes qui sont dans une zone d'habitation où le réseau capte mal, et qui ne peuvent donc pas se connecter ;
- les experts sont bien évidemment dans l'impossibilité de se déplacer sur le terrain pour récolter les avis, explications et doléances des futur·e·s « déplacé·e·s » ;
- un doute subsiste, de plus, sur la transmission par la direction de la totalité des documents qui lui sont demandés or l'accès au tribunal et aux inspections du travail (IDT) est en ce moment tout à fait aléatoire voire rédhibitoire ; à noter que les IDT sont, en plus de leurs difficultés de travail de terrain, désavouées par leur ministère de tutelle dès lors que leurs actions visent la prévention des risques sanitaires pour les travailleuses et travailleurs.

Tracts et courriers adressés par les syndicats de l'entreprise à la direction, puis à la ministre du Travail, communiqués de presse... toutes ces actions n'ont pas réussi, à ce jour, à entamer la détermination vorace des responsables de ce projet. Au-delà de la capacité des dominants →

→ capitalistes actuels, responsables de cette crise sanitaire, à utiliser leurs propres errements pour continuer à s'enrichir malgré tout sur notre dos, cet exemple pose la question de ce monde futur qu'ils cherchent à nous imposer.

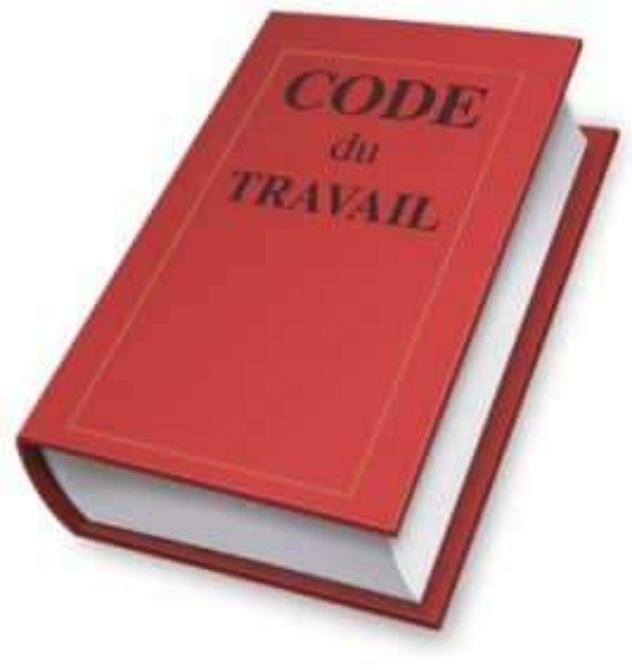
Démocratie aléatoire

Si l'impact de la fracture numérique peut être nuancé dans cette affaire - en tant que société de services informatiques, les salarié·e·s sont censés disposer du matériel et des compétences dans les domaines de l'informatique et des réseaux -, il n'en reste pas moins vrai que le choix du lieu d'habitation des représentant·e·s du personnel et la qualité de la couverture réseau à ce jour tout à fait indépendante de leur volonté individuelle, peuvent donc déboucher pour certain·e·s sur une discrimination caractérisée par l'impossibilité réelle de se connecter et donc de participer aux instances représentatives du personnel malgré leurs mandats électifs ou syndicaux.

Même si l'approche juridique de cette remarque nous oblige à dire que, bien sûr, nous ne savons pas à l'avance déterminer la victime de cette discrimination, nous sommes pourtant amenés à la constater. Le fait qu'elle existe qualifie au moins, par Lapalissade, que tous les représentants du personnel n'ont pas accès à cette connexion, constatation suffisante normalement pour surseoir à une consultation de ces représentants régulièrement élus. L'aspect démocratique n'est donc pas l'argument recevable pour l'espace marchand dans lequel s'effectue cette opération.

Code du travail inapplicable

L'impossibilité des experts d'effectuer, dans ces conditions, leurs missions de collecte, auprès des salarié·e·s, des informations incontournables pour fournir la base à un avis motivé du CSE, interroge aussi sur la réalité juridique du dernier rempart à la vente, sans sommation et autres joyeusetés, des activités économiques par les dirigeants. Les recours difficiles, et en tous cas, en dehors des délais légaux de deux mois (pour la saisine et les réactions), aux IDT et aux tribunaux ne font qu'enfoncer le clou de l'illusoire efficacité du code du travail ; réduit à peau de chagrin et encore récemment macronisé, ce texte ne sert plus qu'à donner le change d'un équilibre soi-disant « gagnant-gagnant » aux « partenaires sociaux ».



Le code du travail : un livre en voie de disparition

Faire circuler l'argent coûte que coûte

Plus profondément, s'en remettre à la technologie en lieu et place de la démocratie, privilégier la célérité et la soi-disant « efficacité » des échanges numériques, réduit en réalité à des fichiers et à de la langue de bois, pour réussir à s'enrichir en contournant la « lourdeur » des institutions de défense des intérêts des travailleuses et travailleurs, revient finalement à utiliser l'absence des corps physiques pour faire circuler l'argent plus rapidement, en vue pourtant de décider des corps physiques des travailleuses et des travailleurs.

La disparition programmée, non seulement de la prise en compte des institutions qui régissent notre vie collective mais aussi de l'élémentarité de notre existence physique et individuelle, est terriblement inquiétante sans être une nouveauté ; beaucoup des combats d'ATTAC portent notamment sur ces thématiques...

Capitalisme numérique

Ce prolongement du capitalisme marchand, d'abord porté par l'industrialisation du XIXe - XXe siècle, puis par la financiarisation de la seconde moitié du XXe, semble arrivé à une étape numérique tout à fait décisive, au moins pour le monde du travail, dont nous savons qu'il a toujours été le laboratoire des malfaisances prévues par les dominants pour toute la population civile. →

→ Ni légale, ni démocratique, ni empreinte d'humanité, cette situation ne trouve pourtant aucune façon viable d'engager la contestation dans l'intérêt des salarié·e·s, ni pour porter le principe de la justice sociale devant les institutions compétentes et ni même simplement pour reconnaître la nécessaire humanisation du travail. Bien sûr, pour ce qui concerne notre exemple, une unité intersyndicale avec une majorité pugnace au CSE eut été la bienvenue, plutôt que d'assister, une fois de plus, au ballet habituel et désolant des tractations individuelles et apeurées des centrales syndicales maisons ou pro direction. Il est vrai que si cette alliance intersyndicale avait, par bonheur, soulagé un peu les salarié·e·s concerné·e·s, elle n'aurait tout de même pas résolu sur le fond ce problème sociétal à ces trois niveaux.

Manifestation contre la réforme des retraite : 24 janvier 2020, Paris

Pour le jour d'après

Alors ? L'ensemble de ces reculs dans la reconnaissance du droit, de la démocratie et du principe d'humanité, laisse augurer d'une déflagration totale du système des protections et des solidarités, tout à fait conscientisée et réclamée par les dominants actuels de cette planète. Et pour l'éviter, le jour d'après et les mois suivants, quelques idées simples à travailler collectivement pour « plus jamais cela » :

- Remodeler le code du travail pour lui re-donner l'objectif d'équilibre (même modeste au départ) qu'il avait face au poids des puissances d'argent,
- Redonner les moyens aux services publics (tribunaux, IDT) d'effectuer leur mission d'application de la loi et de son interprétation pour la protection des plus faibles,
- Opérer radicalement la séparation entre l'État et le patronat, car justement, en cas d'interprétation controversée ou d'action à effectuer sur le terrain en dernier recours, l'interférence entre les deux devient visible et dramatique pour les plus pauvres et les plus démuni·e·s,
- Faire en sorte que le travail syndical soit le fruit de la volonté collective de défense des intérêts du plus grand nombre et des plus fragiles, plutôt que le tremplin de carrières personnelles,
- S'interroger collectivement sur la place réelle que doivent occuper les écrans et outils numériques dans l'organisation de base de notre société civile.

Vaste programme me direz-vous... Pourtant, en ces temps difficiles, il est urgent de s'engager, chacun·e à l'endroit où il/elle se trouve pour modifier cette tendance forte qu'ont les dirigeants à ne rechercher et considérer que le profit financier, de surcroît immédiat.

Rien n'est inéluctable. « Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu », Bertold BRECHT.

Philippe Dûchatel, syndicaliste,
adhérent d'ATTAC

Face à l'urgence sanitaire, des mesures de rupture sont nécessaires : la suspension immédiate du versement par les entreprises de dividendes, rachats d'actions et bonus aux PDG, la décision de ne pas utiliser les 750 milliards d'euros de la BCE pour alimenter les marchés financiers mais uniquement pour financer les besoins sociaux et écologiques des populations.

Non au retour à l'anormalité ! Il ne s'agit pas de relancer une économie profondément insoutenable écologiquement et socialement. Il faut notamment développer tous les services publics, une fiscalité plus juste et redistributive, une réorientation et une relocalisation solidaire de l'agriculture, de l'industrie et des services.

Le nouveau conseil d'administration d'Attac 92 élu lors de notre AG du 1er février 2020

Nathalie Levray
(Clamart)
Présidente

Thérèse Villame
(Clamart)
Secrétaire

Bruno Sébilet
(Rueil)
Trésorier

Jean-Louis Michniak
(Colombes)
Angle d'Attac

Ferroudja Boudjemai
(Nanterre)

Frédéric Jouvin
(Clichy)

Jean Quèbre
(Clichy)

Mark Cramer
(Clichy)

Philippe Duchatel
(Malakoff)

Sidoine Corbin Occelli
(Bourg-la-Reine)

ADHÉRER À ATTAC, ÇA FAIT DU LIEN PAR OÙ ÇA PASSE...
www.france.attac.org

Organisation d'Attac 92

Siège social : chez Nathalie Levray, 20 rue des Groux 92140 Clamart - attac92@attac.org

- Présidente d'Attac 92 : **Nathalie Levray** - president.attac92@attac.org
- Secrétaire : **Thérèse Villame** - secretaire.attac92@attac.org
- Trésorier : **Bruno Sébilet** - tresorier.attac92@attac.org
- Webmaster **: Éric Colas** - web.attac92@attac.org

Site internet : http://www.local.attac.org/attac92

- Flux rss : http://local.attac.org/attac92/spip.php?page=backend
- Agenda : https://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique175
- Facebook : https://fr-fr.facebook.com/Attac-92-2236534953038189/
- Twitter : https://twitter.com/92attac

***Angle d'ATTAC 92*, le bulletin d'ATTAC 92 mensuel** :

- Les archives des numéros 6 à 35 sont consultables ici : http://local.attac.org/ttac92/spip.php?rubrique178
- Les archives des numéros 36 à 80 sont regroupés dans la rubrique : http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique111
- Les archives des numéros 106 et suivants sont consultables ici : https://local.attac.org/attac92/

***S'informer & Agir*, le Mag d'Attac 92 trimestriel :**

- Les archives sont consultables ici : https://local.attac.org/attac92/

Groupes de proximité :

Antony : Florence Lauzier, Agnès Gandon, Annette Carayon, François Tonnerieux
Asnières : Guy Rodary, Pierre Gauthrot
Bagneux : Daniel Monteux
Boulogne : Bernard Blavette
Clamart : Thérèse Villame
Clichy : Jean Quebre, Karine Henry, Mark Cramer
Colombes : Adda Bekkouche, Jean-Louis Michniak
Courbevoie / Neuilly / La Garenne Colombes : Annie Reynaud, Jean-Paul Vanhoove
Gennevilliers : -
Levallois : Sophie Maloberti
Mont Valérien / Nanterre / Puteaux / Rueil : Bruno Sébilet, Ferroudja Boudjemaï
Montrouge : Daniel Cordova, Jean-Jacques Langlois

attac 92

Adhésion en ligne sur notre site sécurisé : www.france.attac.org

Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Bulletin d'adhésion 2020

NOM (en capitales) : . . . . . PRENOM : . . . . . Homme / Femme (rayer la mention inutile)
Date de naissance : . . . . . Profession : . . . . . .
Adresse : . . . . . Code postal : . . . . . .Ville : . . . . Pays : . . . .
Téléphone fixe : . . . . . Mobile : . . . . . Mél : . . . . . @ . . . . . .

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2019 la somme de (comportant l'abonnement de 10 € à *Lignes d'Attac*). *Cochez le montant choisi, en fonction de votre revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :*

Tranches de revenu mensuel			
	de 0 à 450 € : 13 €	de 450 à 900 € : 21 €	de 900 à 1 200 € : 35€
	de 1 200 à 1 600 € : 48€	de 1 600 à 2 300 € : 65 €	de 2 300 à 3 000 € : 84 €
	de 3 000 à 4 000 € : 120 €	au-delà de 4 000 € : 160 €	

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association : je procède à un apport supplémentaire de . . . . . .
J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) :
- par chèque bancaire ou postal joint
- par carte bancaire n° : . . . . . 3 derniers chiffres : . . . date d'expiration : . . / . . signature : . . . . . .

A adresser par courrier à : Attac France, 21 ter rue Voltaire 75011 Paris . Pour tout renseignement, téléphoner au 01 56 06 43 60

***Citoyen du Monde à Montrouge* :**

- Les articles des récents des numéros à partir du numéro 90 dans la rubrique : http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique152
- Les archives de 1 à 89 sont regroupées ici : https://local.attac.org/attac92/spip.php?article2181
- Et de nombreuses notes de lecture à lire sur le site : https://local.attac.org/attac92/spip.php